

# LE PRIX COURANT

(THE PRICE CURRENT)

REVUE HEBDOMADAIRE

Commerce, Finance, Industrie, Assurance, Propriété Immobilière, Etc.

EDITEURS :

LA COMPAGNIE DE PUBLICATIONS COMMERCIALES

(The Trades Publishing Co.)

25, Rue Saint-Gabriel, - MONTREAL

TELEPHONE BELL MAIN 2547

ABONNEMENT MONTREAL ET-BANLIEUE - \$2.50 PAR AN.  
CANADA ET ETATS-UNIS - 2.00  
UNION POSTALE - - Frs 20.00

Il n'est pas accepté d'abonnement pour moins qu'une année complète.

L'abonnement est considéré comme renouvelé si le souscripteur ne nous donne pas avis contraire au moins quinze jours avant l'expiration, et cet avis ne peut être donné que par écrit directement à nos bureaux, nos agents n'étant pas autorisés à recevoir de tels avis.

Une année commencée est due en entier, et il ne sera pas donné suite à un ordre de discontinuer tant que les arrérages ne sont pas payés.

Nous n'accepterons de chèques en paiement d'abonnement, qu'en autant que le montant est fait payable au pair à Montréal.

Tous chèques, mandats, bons de poste, doivent être faits payables à l'ordre de : "LE PRIX COURANT."

Nous nous ferons un plaisir de répondre à toutes demandes de renseignements.

Adressez toutes communications simplement comme suit :

LE PRIX COURANT, Montréal.

## LA SITUATION DES BANQUES

Le rapport des banques incorporées à fin décembre présente avec le rapport du mois de novembre des différences sensibles.

La circulation a diminué de près de sept millions d'un mois à l'autre et est d'environ un million moins élevée qu'en décembre 1907.

Les dépôts du public sont en diminution pour les dépôts canadiens de \$9,620,500, dont \$3,344,300 pour les dépôts en comptes courants et \$6,276,200 pour les dépôts remboursables après avis ou portant intérêt et de \$1,411,386 pour les dépôts reçus à l'étranger.

Il est incontestable qu'en décembre, comme dans les quelques mois précédents, un certain nombre de déposants ont profité des cours très bas de la bourse pour acheter et mettre en portefeuille des valeurs d'un excellent rapport et ils ont, en conséquence, retiré des banques des sommes assez élevées.

On ne peut blâmer ceux qui ont amassé des économies de les placer de manière à en tirer un plus fort revenu et avec la perspective que la valeur des titres achetés augmentera sensiblement dans un espace de temps relativement court.

Il est fâcheux que la plupart de ces placements aient lieu au dehors, car nous avons besoin de tous nos capitaux pour développer nos propres ressources. Il serait donc préférable au point de vue national que ces capitaux n'émigrent pas. Ils nous reviendront augmentés, nous en sommes certains, avec le temps, mais pour le moment leur départ est regrettable.

On se plaint dans les régions commerciales que les banques se montrent moins accommodantes pour consentir ou augmenter les crédits et on a pu voir que quelques journaux se sont fait l'écho de ces plaintes sans examiner jusqu'à quel point elles sont justifiées.

Les banques ne fabriquent pas l'argent; elles ne peuvent que prêter leurs

propres capitaux et les fonds qui leur sont confiés par les déposants et, encore, leur propre sécurité et celle de ceux qui leur confient leur argent leur commandent-elles de n'en disposer que dans une sage mesure.

Or, il est à observer que, si les banques incorporées ont refusé des avances pour des fins de spéculation, ou pour des opérations commerciales qui leur semblent comporter un risque qu'elles ne peuvent prendre, elles ont accordé proportionnellement aux ressources dont elles disposent plus de crédit qu'elles ne l'ont fait l'an dernier à pareille époque.

Si nous nous reportons à la situation des banques telle qu'elle ressort des rapports fournis en décembre 1906 et en décembre 1907, nous voyons que la proportion des prêts courants aux dépôts était en

Décembre 1906, de 89%.

Décembre 1907, de 94,5%.

C'est donc à tort qu'on prétendrait que les banques ont volontairement réduit les prêts et gêné ainsi l'expansion des affaires. La vérité est qu'avec des ressources moindres, elles ont augmenté la proportion des prêts de 5½ p.c. comparativement aux dépôts reçus du public.

Et pour mieux montrer que c'est la spéculation qui a dû porter le poids du resserrement du marché monétaire, il nous suffira de donner les chiffres des prêts à demande garantis par des titres se négociant en bourse au 31 décembre 1906 et 1907.

En 1906, ces prêts étaient de \$116,469,903 et, en 1907, de \$88,010,341. Ces prêts ont donc été réduits de \$28,459,562, soit de près de 24½ p.c.

Nous savons que ce genre de prêts a été maintes fois l'objet de critiques de la part de personnes qui ne voient et ne jugent les choses que superficiellement et ceux-là trouvent évidemment que le chiffre de 88 millions figurait bien mieux au compte des prêts courants à terme qu'au compte des prêts à demande.

Seulement, ils oublient que les ban-

ques peuvent d'un moment à l'autre être appelées à rembourser des dépôts pour des montants assez considérables. Il leur faut donc, de toute nécessité, avoir une partie de leur actif placée de telle sorte qu'elle soit immédiatement ou promptement réalisable. Précisément les prêts à demande contre valeurs offrent cet avantage qu'ils peuvent être appelés ou réalisés au besoin dans le plus court délai.

Il faut donc bien se garder de médire des prêts à demande qui, s'ils n'existaient pas, obligerait les banques à garder improductives des sommes énormes dans leurs coffres pour parer à toutes les éventualités possibles.

En fin de compte, les banques sont les premières intéressées à administrer sagement et d'une manière aussi habile que prudente les ressources dont elles disposent. Pour nous assurer si elles s'acquittent de leurs fonctions dans leur propre intérêt et dans celui de la communauté nous n'avons qu'à jeter un coup d'oeil de l'autre côté de la frontière et à comparer notre situation actuelle avec celle des Etats-Unis. La comparaison sera tout à l'avantage de nos propres institutions.

Voici le tableau résumé de la situation des banques au 30 novembre et au 31 décembre 1907:

| PASSIF   | 30 novembre   | 31 décembre   |
|--|---------------|---------------|
|  | 1907          | 1907          |
| Capital versé.....                                 | \$95,044,826  | \$95,095,482  |
| Réserves.....                                      | 70,534,757    | 70,901,232    |
| Circulation.....                                   | \$84,452,893  | \$77,504,398  |
| Dépôts du Gouv. fédéral.....                       | 8,348,254     | 11,353,319    |
| Dépôts des gouvernements provinciaux.....          | 8,017,459     | 7,527,112     |
| Dép. du public remb. à demande.....                | 160,529,719   | 157,185,414   |
| Dép. du public remb. après avis.....               | 408,902,274   | 402,626,076   |
| Dépôts reçus ailleurs qu'en Canada.....            | 54,818,589    | 53,407,203    |
| Emprunts à d'autres banques en Canada.....         | 1,316,659     | 1,929,639     |
| Dépôts et bal. dus à d'autres banq. en Canada..... | 6,608,408     | 6,646,570     |
| Bal. dues à d'autres banq. en Angleterre.....      | 8,175,116     | 10,330,250    |
| Bal. dues à d'autres banq. à l'étranger.....       | 4,622,478     | 4,742,092     |
| Autre passif.....                                  | 10,263,692    | 11,450,630    |
|  | \$756,055,551 | \$743,694,782 |